

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l’exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1492<sup>e</sup> réunion (DH) – 12-14 mars 2024

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ARMÉNIE	<i>Virabyan</i> (groupe)	Lien	02/01/2013	<b>Torture en garde à vue et meurtre lors de l'arrestation et défaut d'enquête effective</b> y compris sur des allégations de mauvais traitements politiquement motivés.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Gafgaz Mammadov</i> (groupe)	Lien	14/03/2016	<b>Dispersion de manifestations et arrestation de manifestants.</b>	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Makuchyan et Minasyan</i>	Lien	12/10/2020	<b>Manquement à faire exécuter une condamnation à une peine de prison pour crime de haine raciale commis à l'étranger</b> , après le transfert vers l'Azerbaïdjan.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	<b>Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale (<i>Mammadli</i>) ou pour leur engagement politique et social actif (<i>Rashad Hasanov et autres</i>)</b> , en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Église orthodoxe vieille-calendariste de Bulgarie et autres</i> (groupe)	Lien	20/04/2021	<b>Refus injustifiés d'enregistrer des organisations religieuses.</b>	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Stanev</i> (groupe)	Lien	17/01/2012	<b>Illégalité du placement en foyers d'hébergement social de personnes souffrant de troubles mentaux</b> ; absence de recours judiciaire et mauvaises conditions de vie ; impossibilité pour des personnes partiellement privées de leur capacité juridique d'en demander le rétablissement devant un tribunal.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Organisation Macédonienne Unie Ilinden et autres</i> (groupe)	Lien	19/04/2006	<b>Refus injustifiés des tribunaux d'enregistrer une association</b> visant « la reconnaissance de la minorité macédonienne de Bulgarie ».	Lien	Lien
CROATIE	<i>Statileo</i> (groupe)	Lien	10/10/2014	<b>Restrictions légales à l'usage de propriétés par les propriétaires</b> , y compris par le biais d'un système de contrôle des loyers pour les appartements soumis à des baux protégés.	Lien	Lien
CHYPRE	<i>M.A.</i> (groupe)	Lien	23/10/2013	<b>Absence de recours avec effet suspensif dans les procédures d'éloignement</b> et absence de contrôle à bref délai de la légalité de la détention.	Lien	Lien
TCHÉQUIE	<i>D.H. et autres</i>	Lien	13/11/2007	<b>Discrimination des requérants dans l'exercice de leur droit à l'éducation</b> du fait de leur scolarisation dans des écoles spéciales entre 1996 et 1999, en raison de leur origine rom.	Lien	Lien
FINLANDE	<i>X.</i>	Lien	30/05/2020	<b>Mauvaises conditions de détention</b> (surpopulation) et absence de recours effectif préventif.	Lien	Lien
FRANCE	<i>H.F. et autres</i>	Lien	14/09/2022	<b>Violation du droit d'entrer dans l'État dont on est ressortissant</b> , en raison de l'absence de garanties appropriées contre l'arbitraire dans l'examen des demandes de rapatriement des enfants français retenus depuis 2019 dans les camps du nord-est de la Syrie.	Lien	Lien
FRANCE	<i>J.M.B. et autres</i>	Lien	30/05/2020	<b>Mauvaises conditions de détention</b> (surpopulation) et absence de recours effectif préventif.	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Tsintsabadze</i> (groupe)	Lien	18/03/2011	<b>Défaut d'enquête effective sur des allégations d'atteintes à la vie ou de mauvais traitements</b> ; recours excessif à la force par la police lors d'arrestations ou pendant la détention de suspects.	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Nisiotis</i> (groupe)	Lien	20/06/2011	<b>Surpopulation carcérale</b> et autres mauvaises conditions de détention. Défaut de recours effectifs.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Bakirdzi et E.C.</i>	Lien	03/04/2023	<b>Restriction discriminatoire des droits de vote</b> des requérants appartenant à des minorités nationales reconnues.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Horváth et Kiss</i>	Lien	29/04/2013	<b>Placement discriminatoire d'enfants roms dans des écoles primaires spécialisées</b> pour enfants handicapés mentaux ( <i>Horváth et Kiss</i> ).	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Szolcsán</i>	Lien	30/06/2023	<b>Discrimination d'un élève rom</b> en raison de la ségrégation dans une école primaire publique fréquentée presque exclusivement par des enfants roms ( <i>Szolcsán</i> )	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1492<sup>e</sup> réunion (DH) – 12-14 mars 2024

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
HONGRIE	<i>Varga et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	10/06/2015	<b>Surpopulation carcérale et mauvaises conditions de détention</b> , absence de recours effectif à cet égard et autres déficiences dans la protection des droits des détenus.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
	<i>István Gábor Kovács</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	28/04/2012			
ITALIE	<i>Darboe et Camara</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	21/10/2022	<b>Placement de mineurs non accompagnés dans des centres d'accueil pour adultes</b> dans des conditions inadéquates et sans garanties procédurales minimales dans le cadre de la procédure d'évaluation de l'âge.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
ITALIE	<i>Pennino</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	17/11/2014	<b>Non-exécution de décisions judiciaires définitives</b>	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
	<i>Croce et autres</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	16/12/2021		<a href="#">Lien</a>	
LITUANIE	<i>L.</i>	<a href="#">Lien</a>	31/03/2008	<b>Absence de législation régissant les conditions et les procédures relatives au traitement médical de changement de sexe.</b>	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
MALTE	<i>S.H.</i>	<a href="#">Lien</a>	22/05/2023	<b>Refus des demandes d'asile du requérant sans évaluation du risque</b> encouru en cas de retour au Bangladesh et absence d'accès à un recours effectif.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Manole et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	17/12/2009	<b>Violation du droit à la liberté d'expression en raison de la censure et du contrôle politique</b> par les autorités de l'État de la Société publique de télévision, Teleradio-Moldova.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
POLOGNE	<i>M.K. et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	14/12/2020	<b>Refus des garde-frontières de recevoir une demande d'asile et renvoi sommaire vers un pays tiers avec un risque de refoulement et de mauvais traitements</b> dans le pays d'origine. Expulsion collective d'étrangers dans le cadre d'une politique étatique plus large de refus d'entrée aux étrangers en provenance du Bélarus. Absence de recours effectif avec effet suspensif. Non-respect des mesures provisoires en vertu de l'article 39 du Règlement de la Cour.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
POLOGNE	<i>Tysiqc</i>	<a href="#">Lien</a>	24/09/2007	<b>Absence de cadre juridique approprié pour l'exercice du droit à l'avortement thérapeutique</b> en cas de désaccord entre la patiente et le médecin spécialiste ( <i>Tysiqc</i> ) et défaut d'accès aux tests prénataux permettant de prendre une décision éclairée sur l'opportunité de procéder à un avortement ( <i>R.R.</i> ). Manquement à l'obligation de fournir des informations fiables sur les conditions et procédures à suivre pour accéder à l'avortement légal ( <i>P. et S.</i> ).	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
	<i>R.R.</i>	<a href="#">Lien</a>	28/11/2011		<a href="#">Lien</a>	
	<i>P. et S.</i>	<a href="#">Lien</a>	30/01/2013		<a href="#">Lien</a>	
ROUMANIE	<i>E.B.</i>	<a href="#">Lien</a>	19/03/2019	<b>Violation de l'obligation positive de l'État d'appliquer effectivement un système de droit pénal</b> sanctionnant tout acte sexuel non consenti, en particulier lorsque les victimes sont des enfants et des personnes souffrant d'un handicap psychosocial ou intellectuel.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
	<i>M.G.C.</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	15/06/2016		<a href="#">Lien</a>	
ROUMANIE	<i>Nedescu</i>	<a href="#">Lien</a>	16/04/2018	<b>Impossibilité pour les requérants de récupérer des embryons cryogénisés</b> , saisis dans le cadre d'une procédure pénale contre un tiers en l'absence de disposition claire sur la procédure à suivre.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
ROUMANIE	<i>S.C. Polyinvest S.R.L. et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	29/03/2018	<b>Non-exécution de décisions de justice ou de sentences arbitrales</b> enjoignant à des sociétés contrôlées par l'État à payer diverses sommes aux sociétés requérantes.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Catan et autres</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	19/10/2012	<b>Violation du droit à l'instruction</b> des élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Ecodefence et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	10/10/2022	<b>Restrictions incompatibles avec le droit à la liberté de réunion</b> ayant entraîné la persécution et la dissolution de certaines ONG sur la base du droit national.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Navalnyy et Ofitserov</i>	<a href="#">Lien</a>	04/07/2016	<b>Condamnation pénale basée sur un procès inéquitable</b> et une application arbitraire du droit pénal.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1492<sup>e</sup> réunion (DH) – 12-14 mars 2024

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Yabloko Russian United Democratic Party et autres</i> (groupe)	Lien	24/04/2017	<b>Annulations illégales et/ou disproportionnées de candidature aux élections législatives régionales.</b>	Lien	<b>Lien</b>
	<i>Davydov et autres</i>	Lien	13/11/2017			
	<i>Ooo Informatsionnoye Agentstvo Tambov-Inform</i>	Lien	18/08/2021			
	<i>Orlovskaya Iskra</i> (groupe)	Lien	03/07/2017			
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE	<i>Zoltán Varga</i>	Lien	22/11/2021	<b>Opération de surveillance</b> , sans garanties juridiques adéquates contre les abus en raison du pouvoir pratiquement illimité exercé par le service de renseignement slovaque.	Lien	<b>Lien</b>
TÜRKIYE	<i>Chypre c. Turquie</i>	Lien Lien (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	<b>14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.</b>	Lien	<b>Lien</b>
TÜRKIYE	<i>Selahattin Demirtaş (n° 2)</i> (groupe)	Lien	22/12/2020	<b>Détention injustifiée</b> du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	Lien	<b>Lien</b>
TÜRKIYE	<i>Kavala</i>	Lien	12/05/2020	<b>Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable</b> et dans le but inavoué de le réduire au silence.	Lien	<b>Lien</b>
TÜRKIYE	<i>Öner et Türk</i> (groupe) <i>Nedim Şener</i> (groupe) <i>Altuğ Taner Akçam</i> (groupe) <i>Artun et Guvener</i> (groupe) <i>Işikirik</i> (groupe)	Lien Lien Lien Lien Lien	30/06/2015 08/10/2014 25/01/2012 26/09/2007 09/04/2018	<b>Ingérences injustifiées dans la liberté d'expression</b> , notamment en raison des condamnations pénales, y compris en matière de diffamation, et de l'effet dissuasif en résultant.	Lien Lien	<b>Lien</b>
TÜRKIYE	<i>Varnava et autres</i>	Lien	18/09/2009	<b>Absence d'enquête effective</b> sur le sort de neuf Chypriotes grecs disparus durant les opérations militaires menées par la Turquie à Chypre en 1974.	Lien	<b>Lien</b>
UKRAINE	<i>Oleksandr Volkov</i> (groupe)	Lien	27/05/2013	<b>Diverses violations liées à l'indépendance et l'impartialité du judiciaire</b> ; procédure disciplinaire inéquitable contre un juge.	Lien	<b>Lien</b>
UKRAINE	<i>Shmorgunov et autres</i>	Lien	21/04/2021	<b>Violations multiples visant à mettre fin aux manifestations de Maidan en 2013-2014</b> et absence d'enquêtes effectives et indépendantes.	Lien	<b>Lien</b>